

Chronique écossaise

Nova Scotia ?

Réflexions sur le nationalisme écossais

au mois de mai 2011, dans un article pour le quotidien *Libération*¹ consacré à l'identité nationale des deux côtés de la Manche, le journaliste politique, Alain Duhamel, s'est livré à une analyse comparative où il croyait déceler, au Royaume Uni, une affirmation identitaire plus ferme et plus apaisée qu'en France :

« Depuis deux siècles, l'histoire de la France et celle de la Grande-Bretagne se ressemblent beaucoup plus qu'elles ne se différencient. Or la France roule et tanguent en pleine crise d'identité nationale, alors que la Grande-Bretagne semble épargnée. La France doute d'elle-même alors que la Grande-Bretagne porte beau. »

La conviction de cet éminent spécialiste de la politique britannique s'est apparemment forgée en observant la liesse populaire autour du mariage d'un des derniers rejetons de la monarchie britannique, le prince William, avec son amie des années universitaires, Kate Middleton. Poursuivant sa réflexion sur la fonction de la monarchie britannique comme ciment identitaire, Duhamel voit dans la grand-mère de William Windsor, Élisabeth II, « un étendard utile alors que nous nous épuisons en querelles infinies et rancœurs

KEITH DIXON

perpétuelles. » Et d'ajouter en direction de son lectorat français : « Il nous faut des emblèmes de dessein commun ».

Dans cette intervention, étonnante pour qui connaît un tant soit peu les réalités politiques britanniques contemporaines, Duhamel prend ses désirs français pour des réalités britanniques. Passons sur l'apologie de la monarchie, dont la popularité en Grande-Bretagne varie considérablement ces dernières années, selon la conjoncture et selon les maladresses plus ou moins spectaculaires des membres d'une famille royale passablement dysfonctionnelle, et revenons à l'identité prétendument apaisée des citoyens de la Grande-Bretagne. Hasard cruel du calendrier, le jour même de la publication de l'article de Duhamel, les résultats des élections législatives écossaises sont tombés, donnant pour la première fois une majorité absolue de sièges au parlement d'Édimbourg au *Scottish National Party* (S.N.P.)²

1. Alain Duhamel, « Les Anglais, les Français et l'identité nationale », *Libération*, 5 mai 2011.

2. Aux élections de mai 2011, le SNP a remporté 69 des 129 sièges au Parlement d'Édimbourg, soit une

dont une des premières ambitions est d'obtenir l'indépendance de l'Écosse et ainsi de mettre fin à l'État britannique (et à l'identité « nationale » qui va avec...). Non seulement le parti national a obtenu une majorité de sièges par un mode de scrutin semi-proportionnel qui avait été conçu justement pour éviter la domination d'un seul parti, mais les autres partis britanniques présents sur le territoire écossais – conservateur, libéral-démocrate et travailliste – tous partisans du maintien de l'union britannique, ont été balayés. C'est surtout le cas du Parti travailliste, qui pendant de longues années avait joui d'une quasi-hégémonie politique au nord de la Tweed, dont le soutien électoral dans la « ceinture centrale » anciennement industrielle qui relie Édimbourg et Glasgow et où se concentre une grande partie de la population écossaise, s'est véritablement effondré. Si le nationalisme en Écosse ne peut pas se réduire au seul soutien au SNP, loin s'en faut, aujourd'hui c'est bien le parti national écossais et son premier dirigeant, Alex Salmond, qui tiennent désormais la clé de l'avenir politique du Royaume-Uni. Or, qui sont ces nationalistes, souvent caricaturés quand ils ne sont pas tout simplement ignorés par les commentateurs médiatiques français (et par bon nombre d'universitaires « spécialistes » de la civilisation britannique dans les universités françaises) et quelles sont les chances que le rêve nationaliste d'un avenir séparé du reste du Royaume-Uni se réalise ?

augmentation de 23 sièges par rapport aux élections de 2007. Avec 37 élus le Parti travailliste a perdu 7 sièges. Les conservateurs (15) et les libéraux démocrates (5) ont perdu respectivement 5 et 12 sièges.

Des débuts groupusculaires à la percée politique et électorale

Le Parti national écossais est né (tardivement au vu de l'émergence du nationalisme des autres petites nations européennes, dont l'Irlande) entre les deux guerres et est longtemps resté cantonné aux marges de la vie politique écossaise. Un premier parti, le parti national d'Écosse (*National Party of Scotland*), est fondé en 1928 et bientôt rejoint par des militants de la mouvance conservatrice pour former en 1934 le Parti national écossais dont le sigle (SNP) a été maintenu jusqu'à aujourd'hui. Regroupement hétérogène, surtout d'intellectuels, ballotté par de fortes divisions politiques internes, entre droite et gauche, mais aussi entre avocats d'une simple autonomie au sein de l'Union britannique et partisans séparatistes d'un Sinn Féin écossais, le Parti national a eu du mal à s'imposer comme acteur majeur du champ politique écossais. Ses premiers dirigeants et activistes ont peiné à sortir de leur statut groupusculaire. Tant mieux, peut-être, puisque Andrew Dewar Gibb, professeur de droit à l'université de Glasgow et président du parti entre 1936 et 1940 ne cachait ni sa haine féroce des immigrés irlandais – la principale minorité ethnique en Écosse à l'époque – ni sa sympathie croissante au cours des années 1930 pour le national-socialisme allemand. Quant à l'autre figure de proue du nationalisme émergent, cette fois-ci dans le champ culturel, Christopher Murray Grieve, poète iconoclaste qui signait sa poésie sous le nom d'emprunt de Hugh MacDiarmid, ses pérégrinations politiques l'ont conduit du Parti travailliste d'avant la guerre de 1914-1918 au nationalisme politique à la fin des années 1920, quand il défendait brièvement l'idée d'un fascisme

écossais, pour finir comme militant stalinien mais toujours nationaliste au sein du Parti communiste de la Grande-Bretagne. On peut comprendre la réticence de l'électorat écossais de l'époque à prêter une oreille attentive aux revendications portées par ces personnages³.

La Deuxième Guerre mondiale n'a fait que renforcer la marginalité des nationalistes écossais, dont une partie significative des militants a refusé de combattre sous les couleurs britanniques. Les vingt ans de « consensus social-démocrate », de la fin de la guerre à la fin des années 1960, n'ont guère été plus propices au renforcement du soutien aux nationalistes, surtout que les changements de cette époque, perçus comme positifs par une majorité de la population écossaise, que ce soit l'extension du secteur public, la mise en place de l'État social britannique ou le renforcement de l'influence politique des organisations ouvrières, ont été largement dus à l'intervention directe de l'État central *britannique*. Bien téméraire, dans les années 1950, le politicien écossais qui préconisait la séparation avec un État qui semblait garantir, pour la première fois sur le territoire écossais, le maintien d'un haut niveau d'emploi, et des services publics de santé et d'éducation de qualité.

Le tournant nationaliste

Ce n'est donc que vers la fin des années 1960 que le nationalisme écos-

sais va à la fois réaliser sa propre mutation, en se drapant dans les habits de la social-démocratie dont la direction du parti travailliste semblait vouloir de plus en plus se dévêtir, et percer sur la scène politique et électorale. Cette période est caractérisée d'abord par la fin d'un Empire qui avait largement bénéficié à une partie significative de la population écossaise, tant par son impact sur l'économie depuis le commerce du tabac du XVII^e siècle jusqu'aux débouchés fournis par les colonies au XX^e siècle aux chemins de fer et autres équipements fabriqués par l'industrie lourde écossaise, que par les voies de promotion sociale qu'offrait l'entreprise coloniale aux Écossais, sur-représentés parmi les administrateurs coloniaux, comme parmi les soldats et les missionnaires qui veillaient sur la présence britannique. Les années 1960 voient aussi les premiers signes d'une longue crise économique et sociale qui va frapper le territoire britannique de manière inégale, les régions d'implantation des industries traditionnelles comme l'Écosse étant les plus affectées. Le SNP, comme son homologue gallois, *Plaid Cymru*, réussit ses premières avancées lors des élections partielles de cette période, surtout dans des fiefs travaillistes⁴ où une partie de l'électorat frappé par la crise se détache de la gauche de gouvernement (les travaillistes sont au pouvoir de 1964 à 1970). Peu d'observateurs de la vie politique britannique y prêtaient attention : au mieux, on considérait le vote nationaliste comme

3. Pour une discussion approfondie de l'influence de la droite extrême au sein du SNP au cours des années 1930, voir Keith Dixon, « Les Liens du sang : Quand les droites radicales européennes influençaient un nationalisme écossais émergent », dans Philippe Vervaecke (éd.), *À droite de la droite. Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au XX^e siècle*, Presses Universitaires du Septentrion, 2012.

4. Le Président du Parti national gallois, Gwynfor Evans, remporte l'élection partielle dans le fief travailliste de Carmarthen en juillet 1966 et Winnie Ewing, candidate du SNP, fait de même en novembre 1967 dans la circonscription, jusque-là acquise aux travaillistes, de Hamilton dans l'Ouest de l'Écosse. Le SNP connaît une forte poussée lors des élections locales en Écosse en 1968.

l'expression de la mauvaise humeur conjoncturelle de l'électorat écossais qui passerait avec la fin de la crise. Qui plus est, la situation nord-irlandaise concentrait toutes les attentions et éclipsait les fissures profondes qui émergeaient ailleurs sur la périphérie britannique. Seuls quelques commentateurs, comme le théoricien marxiste passé au nationalisme, Tom Nairn, prenaient la mesure des changements en cours.

L'année 1974 signale le premier tournant dans l'histoire contemporaine du nationalisme écossais. Centrant sa campagne pendant les deux élections législatives qui ont marqué cette année-là – en février et de nouveau en octobre – sur la récupération écossaise de la manne pétrolière (« *It's Scotland's oil* » proclamaient les affiches nationalistes), le SNP fait une percée remarquable, en obtenant en octobre plus de trente pour cent des voix écossaises⁵. Bon an mal an, avec des hauts mais aussi des bas, c'est à partir de ce moment-là que le SNP va s'ancrer dans le paysage politique écossais et défendre la vision d'une Écosse indépendante, inspirée par les petits pays sociaux-démocrates nordiques, et plus tard, et de manière plus problématique, par l'expérience du « tigre celtique » en République d'Irlande. C'est pendant cette période d'ancrage politique et électoral du nationalisme écossais que les rapports entre le parti travailliste et le SNP vont s'envenimer durablement. En effet, les travaillistes écossais voient dans le SNP non seulement un rival électoral de taille qui, avec l'aide de quelques transfuges de la gauche travailliste, n'hé-

sitait pas à reprendre à son compte une partie de l'héritage politique du mouvement ouvrier écossais (défense du secteur et des services publics, gratuité des soins et de l'éducation à tous les niveaux ; opposition à la privatisation surtout à partir des années Thatcher ; refus du nucléaire), mais aussi une menace pour l'intégrité de l'État britannique qui était devenu le cadre naturel de l'activité du travaillisme. Alors qu'au pays de Galles, les travaillistes ont pu finalement trouver un terrain d'entente avec le parti national gallois, en allant jusqu'à accepter la création d'un gouvernement de coalition avec eux dans la période la plus récente, les relations entre les deux formations en Écosse n'ont cessé de se dégrader en haine réciproque.

C'est le virage néolibéral du parti conservateur sous Thatcher et Major (1979-1997) et ensuite du parti travailliste sous Blair et Brown (1997-2010) qui va confirmer et consolider la présence du SNP dans le champ politique écossais. Après des années difficiles sous la férule thatchérienne, le SNP va profiter de la décentralisation politique introduite par Blair dès 1997 (et pensée par la direction travailliste comme un moyen de « mettre à mort » la revendication séparatiste) et de la création du parlement écossais en 1999 pour affirmer sa vocation gouvernementale. Si le rejet du néolibéralisme thatchérien en Écosse a pu, dans un premier temps, profiter au Parti travailliste, son propre ralliement aux recettes libérales à la Hayek au cours des années 1990 a définitivement éloigné une partie de son électorat et confirmé l'ancrage du SNP dans un espace laissé vacant à la gauche du travaillisme blairiste, même si le SNP lui-même ne sort pas indemne du processus général de néolibéralisation du champ politique britannique (son

5. En février 1974, lors des élections législatives britanniques, le SNP obtient 21,9% des voix écossaises. Lorsque les Britanniques sont retournés aux urnes, en octobre de la même année, le SNP obtient 30,4% des voix.

engouement pour le modèle irlandais avant l'implosion de celui-ci, et son attachement au *dumping* fiscal en faveur des entreprises souhaitant s'installer sur le territoire écossais en sont deux exemples parmi d'autres). Contre toute attente, le SNP remporte une courte victoire (d'un siège) aux élections législatives écossaises en 2007 et forme un gouvernement minoritaire à Édimbourg, mettant ainsi fin à la coalition travailliste/libérale-démocrate, et en 2011 le SNP confirme sa place de premier parti de l'Écosse en remportant une victoire nette sur ses concurrents britanniques. Dans le sillage de cette élection, tous les premiers dirigeants des partis britanniques ont démissionné et tous les partis concernés, y compris le très unioniste parti conservateur, ont promis de « scotticiser » leurs modes d'organisation et prendre de la distance avec leurs directions londoniennes. Leur reconfiguration comme partis avant tout écossais était considérée par tous, sans doute à juste titre, comme une question de survie politique.

Ainsi, depuis 2007, le champ politique écossais est de plus en plus autonome par rapport à celui de la voisine du Sud. Le pays est gouverné par des nationalistes et, depuis mai 2011, ce gouvernement bénéficie d'une marge de manœuvre relativement confortable au sein du Parlement écossais. Le principal parti de l'opposition – le parti travailliste – a du mal à se réadapter à sa situation désormais minoritaire et sa nouvelle dirigeante « glaswégienne » (de Glasgow), Johann Lamont, multiplie les interventions publiques aussi médiocres qu'intempestives. Ainsi, en septembre dernier, dans le plus pur style blairiste, alors que le débat faisait rage autour de la politique d'austérité du gouvernement de coalition à Londres, a-t-elle proclamé le

nouveau positionnement du travaillisme écossais sur l'État social, dénonçant ceux et celles qui « profitent » des allocations, exigeant la fin des aides automatiques, et demandant, entre autres, une augmentation des frais d'inscription universitaires et une réduction de la protection sociale des personnes âgées – domaines dans lesquels les partis écossais avaient jusque-là refusé de suivre leurs homologues anglais. Elle a ainsi confirmé la dérive droitrière de son parti, déboussolé par l'occupation de l'espace social-démocrate par les nationalistes, mais elle a aussi entamé de ce fait ce qu'un commentateur a décrit comme une « spirale mortifère » pour le travaillisme écossais⁶ de plus en plus coupé de son ancienne base ouvrière et sans autre boussole idéologique que le néolibéralisme ambiant. Les deux autres partis britanniques, conservateur et libéral-démocrate, peinent à sortir du *ghetto* politique où les enferme l'anti-conservatisme viscéral d'une large partie de l'électorat écossais hérité de la période dominée par la Dame de Fer et confirmé depuis que la coalition conservatrice/libérale-démocrate à Londres applique des coupes drastiques dans les budgets sociaux dont les conséquences ne sont pas négligeables en Écosse.

Jouant des ambiguïtés du statut de semi-autonomie constitutionnelle accordé par l'État britannique, le Premier ministre écossais, Alex Salmond, développe une stratégie d'avancée progressive vers l'indépendance. Il affirme le positionnement de centre-gauche de son parti en se référant à un État social qu'aucun des trois partis britanniques n'est désormais prêt à défendre,

6. Richard Seymour, « Scottish Labour is blinded by hostility to the SNP », *The Guardian*, 28 septembre 2012.

et lorsque des difficultés économiques ou sociales apparaissent, il les attribue aux pouvoirs encore trop importants du gouvernement de Londres sur l'Écosse. Il est arrivé ainsi à éviter de payer le prix politique des contradictions de son propre positionnement sur des questions importantes : par exemple, Salmond, lui-même issu du secteur bancaire, a tardé à prendre la mesure de la crise déclenchée en 2008 et a ensuite trouvé le moyen de voler à la défense d'une banque « écossaise », la Royal Bank of Scotland, son ancien employeur, nationalisée par le gouvernement de Londres dans le sillage de cette crise. Par ailleurs, la récente révolte des écrivains écossais contre la politique culturelle « entrepreneuriale » impulsée par le gouvernement nationaliste d'Édimbourg⁷ vient rappeler que la prise de distance des nationalistes avec la *doxa* néolibérale est toute relative.

Vers l'indépendance ?

Depuis sa nette victoire aux élections de mai 2011, le SNP a accéléré le mouvement en faveur de l'indépendance de l'Écosse, en particulier en obtenant du Premier ministre britannique un accord sur l'organisation à l'automne 2014 d'un référendum sur cette question. Cette position séparatiste jouit d'un soutien solide parmi les intellectuels écossais, universitaires ou écrivains, mais elle est loin de mobiliser l'ensemble de la population, voire l'ensemble des électeurs nationalistes. Au contraire, si les résul-

tats des sondages varient considérablement sur cette question, et le nombre d'indécis reste très élevé, il est à l'heure actuelle peu probable que le Oui puisse remporter une majorité. Ainsi, au mois de janvier 2013 à la question désormais rituelle sur l'indépendance, seuls 23% des répondants ont annoncé leur intention de soutenir l'option indépendantiste. C'est le résultat le plus mauvais pour les nationalistes depuis la création du Parlement d'Édimbourg. Naturellement, les partis unionistes, conservateurs en tête, ont déjà crié victoire. Mais la question reste ouverte et les partisans de l'Union britannique devraient rester prudents, puisque lors de la même enquête d'opinion, une forte majorité des répondants considérait aussi que les domaines de compétence du parlement écossais étaient encore trop limités. Quoiqu'il en soit, on peut considérer que les pressions seront fortes pour que le pouvoir législatif du parlement d'Édimbourg aille en se renforçant, conduisant l'Écosse de plus en plus vers une indépendance *de fait*, quel que soit le résultat du référendum de 2014. La vraie question sera ensuite : pour quoi faire ? Et là, les nationalistes restent encore relativement cacophoniques : la vieille revendication d'une partie de la gauche en Écosse, d'une Écosse indépendante *et socialiste*, n'est qu'une option parmi d'autres et reste, comme les petits partis de gauche qui la soutiennent (le Parti socialiste écossais notamment), fortement minoritaire. ■

7. Voir la lettre d'une centaine d'écrivains et d'artistes écossais protestant contre l'idéologie néolibérale qui sous-tend la politique culturelle du gouvernement nationaliste : <http://www.guardian.co.uk/culture/charlottehigginsblog/2012/oct/09/open-letter-creative-scotland>. Cette révolte a conduit à la démission du directeur de l'antenne culturelle écossaise, *Creative Scotland*.